

Étude prospective sur le secteur automobile en France

kpmg.fr



Sommaire

Positionnement actuel de la filière	9
Tendances futures et enjeux associés	17
Nouveaux modèles d'activité gagnants	43
Impacts macro-économiques associés	49



Présentation de l'étude

L'étude menée porte sur le périmètre « auto-mobilité » dans une vision prospective 2025-2040, et s'est nourrie d'entretiens en Europe et en France.

Contexte et objectifs

KPMG a mené ces derniers mois une étude prospective concernant la filière de l'auto-mobilité en France, dans le cadre d'une déclinaison locale de travaux internationaux.

Cette étude présente 3 objectifs :

- Qualifier les mutations structurantes en cours et enjeux de développement associés pour la filière au sens large (OEM, équipementiers, distribution et services, énergie, infrastructures, nouvelles technologies, digital et nouveaux modèles),
- Identifier les premiers enseignements en termes de nouveaux modèles d'activité « gagnants » compte tenu des mutations en cours,
- Quantifier les déplacements de valeur à moyen et long terme (2025-2040) pour le secteur français des mobilités au sens large.

Acteurs rencontrés

Constructeurs et équipementiers











Acteurs de la mobilité



















Distributeurs et fournisseurs de services







COLAS WE OPEN THE WAY













Acteurs de la tech auto et mobilité















Eléments de synthèse

Pilier économique français, l'automobile a aujourd'hui l'opportunité de renforcer sa compétitivité internationale en tirant profit de nouvelles tendances marché.

La filière automobile française, regroupant la production amont traditionnelle et les segments avals directement adjacents, concentre aujourd'hui une part significative des revenus et de l'emploi national.

Ce pilier de l'économie porte à lui seul 458 milliards d'euros de revenus et 1,2 million d'emplois, partagés entre diverses catégories d'acteurs de l'industrie et des services.

Il repose en effet sur un tissu très dense de larges entreprises internationales, présentes à chaque étape de la chaine de valeur, lui permettant chaque année d'assurer à la fois la production de 2,3 millions de véhicules et la vente de 5,1 millions sur le sol français.

Malgré de nombreux atouts, la filière automobile française pâtit aujourd'hui d'un manque de compétitivité par rapport à ses voisins européens et aux grands leaders industriels à l'échelle mondiale.

Reconnue à l'étranger, la filière automobile française bénéficie d'un positionnement stratégique fort, soutenu par des ressources et infrastructures favorables, ainsi qu'une forte réactivité du privé et de l'Etat, en particulier sur les sujets d'innovation.

Elle dispose notamment de ressources énergétiques favorables lui permettant de produire de l'électricité plus verte que la moyenne européenne (64 ${\rm gCO}_2$ rejetés par kWh, bien en dessous des émissions de ${\rm CO}_2$ d'une majorité de pays européens).

La filière automobile française voit néanmoins son développement ralenti par un manque significatif d'investissements et de coopération stratégique entre les acteurs, se traduisant in fine par un positionnement limité sur certaines technologies / géographies.

Au cours des 20 prochaines années, l'écosystème des mobilités français sera impacté par plusieurs grandes tendances marché, sources de nombreuses menaces et opportunités pour les différents acteurs de la filière.



Le renforcement des attentes environnementales imposera de nouvelles contraintes tout au long du cycle de vie des véhicules, exposant les constructeurs à des « paris technologiques » très risqués.

La pénétration simultanée de groupes motopropulseurs variés, plus ou moins adaptés aux différents cas d'usage, redessinera le marché adressable et les avantages compétitifs actuels des principaux acteurs de la filière.

Pour réussir, la filière devra soutenir l'émergence de nouveaux modèles d'activité capables de surmonter les enjeux technologiques et économiques à venir.

Le développement de multiples briques technologiques et de systèmes complexes les combinant (e.g. véhicule autonome), engendrera un basculement de la valeur des véhicules vers le software, attirant de nouveaux acteurs de la tech en amont de la chaine de valeur.

La pénétration et la commoditisation d'offres de mobilités multimodales, servicielles et partagées, renforceront les liens entre les acteurs historiques de l'écosystème, tout en drivant l'activité d'entreprises variées dans les secteurs du tourisme et du BTP.

Les collectivités affirmeront leur rôle d'encadrement de la filière, régulant de manière proactive et stable dans le temps les différentes externalités issues des tendances précitées. Pour tirer pleinement profit des nouvelles tendances marché, l'écosystème automobile français devra adresser l'ensemble des enjeux technologiques et économiques qui y sont associés.

Pour soutenir une innovation responsable, l'écosystème automobile européen devra s'aligner sur le développement prioritaire d'un nombre limité de systèmes de distribution énergétiques et groupes motopropulseurs ciblés.

Pour soutenir la pénétration de l'électrique, la filière amont devra sécuriser le développement de batteries recyclables moins chères, à l'autonomie accrue et au temps de recharge diminué. Les énergéticiens et acteurs du BTP devront quant à eux redimensionner le réseau électrique et soutenir l'installation massive de points de charge.

Pour garantir l'émergence de l'hydrogène, la filière amont devra encore travailler sur l'architecture des véhicules, tout en réduisant le coût des piles à combustible (notamment via les électrodes). Les énergéticiens devront par ailleurs industrialiser des méthodes de production plus vertes et plus rentables (e.g. électrolyse) tout en garantissant des modes de stockage et de distribution du carburant plus pérennes.

Pour faire face au challenge du véhicule autonome, la filière devra garantir l'interopérabilité de l'électronique embarquée avec les infrastructures dédiées (e.g. 5G, routes et signalisation intelligentes, etc.), ainsi qu'avec les véhicules manuels. L'Etat devra en outre adapter la réglementation (e.g. code de la route, partage des responsabilités), tout en aidant les constructeurs à convaincre les utilisateurs finaux encore réticents aujourd'hui.

Pour garantir l'émergence responsable du MaaS (Mobility-as-a-Service), un nombre réduit de plateformes, reposant sur des partenariats gagnant-gagnant entre l'ensemble des acteurs de l'écosystème, devront garantir une expérience utilisateur simple, multi-services et accessible à tous, de partout et à tout moment.

En cas de succès, la transformation de l'écosystème aura un impact significatif sur l'ensemble de l'économie française à horizon 2040.

L'écosystème devra donc se transformer, intégrant de nouveaux modèles d'activité gagnants, parfois en dehors des secteurs traditionnels.

Une doctrine et roadmap européennes des énergies de l'auto-mobilité rassemblant les principaux acteurs publics et privés de la filière énergétique pour s'aligner sur une politique énergétique commune.

Des plans de transformation coordonnés amont-aval de la filière regroupant des équipementiers, constructeurs, énergéticiens, ou encore gestionnaires d'infrastructures visant au développement cohérent d'un portefeuille de technologies interdépendantes sur un des thèmes d'innovation prioritaires (e.g. l'électrique, l'hydrogène, le véhicule autonome, etc.).

De grands partenariats « Hardware » et « Software » entre divers constructeurs, équipementiers et acteurs tech pour garantir la pénétration marché accélérée de blocs technologiques peu matures via la mutualisation des ressources et compétences.

Des services à haute valeur ajoutée autour des bornes de recharge électrique, notamment à destination des acteurs B2B pour augmenter la rentabilité de l'investissement dans l'électrique à l'aval de la filière.

Des plateformes de services multimodales, dédiées respectivement au MaaS B2B et B2C, accompagnées par des agrégateurs de mobilité en marque blanche, partageant les offres spécialisées d'opérateurs de flotte (multi-)régionaux à taille critique.

Si les bons investissements sont réalisés et si l'ensemble des enjeux identifiés sont adressés, la filière automobile élargie pourrait voir ses revenus cumulés croître de l'ordre de 59% d'ici à 2040.

La transformation progressive de l'écosystème pourrait entraîner une forte croissance de ses revenus cumulés, pouvant atteindre jusqu'à 267 milliards d'euros supplémentaires (majoritairement issus d'activités encore inexistantes en 2018).

Cette même transformation pourrait générer la création de 1 256 000 emplois d'ici à 2040, soit une augmentation moyenne du volume d'employés de +3,3% par an sur une période de 22 ans.

Cette croissance témoignerait, quelle que soit son ampleur, d'une migration progressive de la valeur de certains maillons historiques de l'écosystème (e.g. composants hardware traditionnels, location de voiture B2C) vers d'autres plus ou moins innovants (e.g. composants software, gestion de la data, mobilité partagée / à la demande, vente multicarburants, etc.).

Une telle transformation reste conditionnée à la réalisation progressive d'investissements massifs (pour un total de 140 milliards d'euros), qui devront être portés à la fois par les acteurs du public et du privé.

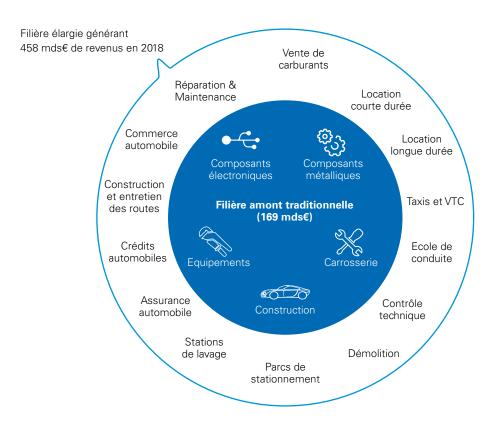
A contrario, l'inaction entraînerait notamment une baisse massive des revenus et des emplois de la filière, de l'ordre de 60% des valeurs 2018 sur l'ensemble de la période.





Positionnement actuel de la filière

La filière automobile française, regroupant la production amont traditionnelle et des segments avals qui en dépendent, représente un CA total de 458 mds€

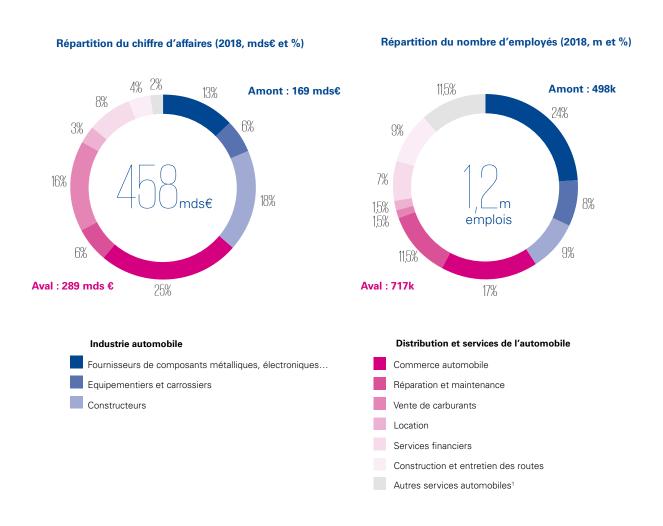


La vision de la filière automobile est traditionnellement limitée à la construction de véhicules et aux activités amont de la chaine de valeur (fournisseurs et équipementiers), représentant 169 mds€ en 2018.

Afin de mesurer au mieux la **création de valeur associée aux tendances futures** du marché automobile, nous incluons au périmètre de la filière élargie certaines activités des secteurs adjacents **directement impactées par ces tendances** (e.g. l'assurance auto pour le secteur de l'assurance, la construction et l'entretien des routes pour le secteur du BTP, etc.).

Le revenu historique de la filière élargie s'élève ainsi à **458 mds€ en 2018,** dont 289 mds€ associés aux activités adjacentes incluses.

La filière concentre près d'1,2 million d'emplois, équilibrés entre industrie (~40%) et services (~60%)



Note : 1. Incl. Recyclage, Démolition, Remorquage, Ecole de conduite, Parcs de stationnement, Stations de lavage, taxis Sources : DGE –Contrat Stratégique de la Filière Automobile, CCFA – L'industrie automobile française 2019, Xerfi, ANFA, FFA, ASF, Recherches et analyses GSG Sur chaque étape de la chaine de valeur, un tissu d'acteurs internationaux et locaux sont présents, contribuant chacun à la valeur et à l'emploi.

Chaine de valeur historique de la filière automobile (2018)

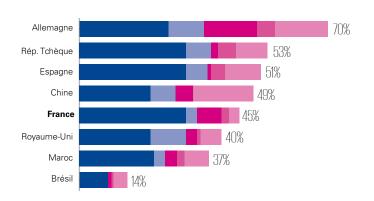
	Pro	duction de véhicu	Distribution	Services et après-vente	
	Fournisseurs de composants métalliques, électroniques, etc.	Equipementiers, carrossiers	Constructeurs	Concessionnaires et autres distributeurs	Réparateurs, Fournisseurs d'énergie, Loueurs, Banques & Assureurs et Constructeurs
Principaux acteurs	SOGEFI YAZAKI Power, Data, Display, SMRC (intel) TEXAS INSTRUMENTS	PLATE CHARLES MICHELIN Faurecia Inspiring mobility	GROUPE RENAULT PSA GROUPE Mercedes-Bena	BYMD) CAR AutoNation Aramisautol Lorgus B	Norauto Total Uber Hertz AXA Sefinco Groupping BUROVIA
Chiffre d'affaires	61 mds€	27 mds€	81 mds€	115 mds€	174 mds€³
employés	293k	100k	105k	206k	511k²
entreprises	3k	0,8k	0,2k1	56k	157k
Marge d'EBITDA	12,2%	14,3%	11,7%	4,4%	7,9% - 12,7%³

Notes : 1. Prise en compte de l'ensemble des constructeurs de véhicules motorisés ; 2. Chiffres correspondant uniquement aux activités automobiles ; 3. Hors sociétés financières

Sources : DGE – Contrat Stratégique de la Filière Automobile, CCFA – L'industrie automobile française 2019, Xerfi – Le marché et la distribution automobile 2020, Recherches et analyses GSG

La filière française présente toutefois un manque de compétitivité par rapport à ses voisins en termes de flexibilité de l'emploi et d'attractivité extérieure.

Classement de la compétitivité de la filière automobile par pays (2018; pts)





Sources : ANFAC, Recherches et analyses GSG



Malgré de nombreux atouts, la filière automobile voit son développement freiné par certaines faiblesses dont le manque de coopération stratégique

Forces de la filière française

- Ressources et infrastructures favorables
 - Mix énergétique favorable vs. pays voisins permettant de produire de l'énergie avec peu d'émissions de CO₂
 - Tissu routier dense et adapté en zones urbaine et rurale
- Acteurs reconnus à l'international
 - Acteurs français de rang mondial tout au long de la chaine de valeur (e.g. Renault, PSA, Michelin, Valeo, Faurecia, Plastic Omnium, etc.)
- Positionnement stratégique différenciant
 - Différenciation des acteurs français grâce à un positionnement unique sur certaines gammes clés : Entry/Global Access, citadines et utilitaires
- Engagement de l'Etat
 - Mobilisation continue depuis la crise de 2008
 - Signature de nombreux plans et contrats depuis 2018 (e.g. CSF¹, Fond Avenir Automobile, etc.)
- Forte capacité de R&D
 - Investissement par les entreprises de 4,3 mds€ en 2018
 - Soutien des pôles de compétitivité et des plus grands organismes de la recherche publique, CIR³
- Réactivité des parties prenantes (OEMs et Etat)
 - Commercialisation de véhicules hybrides rechargeables dès 2020, introduction de mesures attractives pour les véhicules électriques (e.g. bonus)

Faiblesses de la filière française

- Manque de coopération au sein de la filière
 - Manque de coopération entre les acteurs de la filière autour des enjeux industriels et d'une vision industrielle commune (à l'exception de certaines coopérations de plateforme et/ou transactionnelles)
- Faiblesses de gamme et d'emprise géographique
 - Positionnement limité sur les nouveaux composants Tier 2 (e.g. software, connectivité) et certaines gammes automobiles (e.g. SUV, etc.)
 - Faible présence sur certains pays attractifs (e.g. Chine, US)
- Disponibilité de capital limitée
 - Capacité d'investissement limitée: valorisation boursière modérée, endettement de l'Etat, IDE2 et fonds de capital-risque disponibles faibles par rapport aux pays voisins
 - Retard associé dans l'acquisition et le déploiement d'actifs technologiques clés (e.g. Al, connectivité, etc.)
- Manque de compétitivité et difficultés à moderniser
 - Coûts de production élevés par rapport aux voisins européens en raison de coûts salariaux, sociaux et fiscaux parmi les plus élevés d'Europe
 - Difficulté à restructurer et moderniser la base industrielle (e.g. robotisation limitée vs. Allemagne)



Notes : 1. Contrat Stratégique de la Filière Automobile ; 2. Investissements directs étrangers ; 3. Crédit Impôt Recherche

Sources : DGE –Contrat Stratégique de la Filière Automobile, CCFA – Rapport 2019, Xerfi – Les constructeurs automobiles, Recherches et analyses GSG



Tendances futures et enjeux associés

Au cours des 20 prochaines années, l'écosystème des mobilités français sera principalement impacté par 6 grandes tendances



Renforcement des attentes environnementales

Renforcement des comportements de consommation et des réglementations visant à promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement tout au long du cycle de vie des véhicules.



Morcellement du paysage énergétique

Développement simultané d'une multitude de véhicules et prototypes basés sur des socles énergétiques variés : batterie électrique, pile à combustible, gaz naturels, etc.



Migration de la valeur dans les technologies

Part accrue de **multiples briques technologiques** parfois concurrentes dans la valeur des véhicules et dans la croissance de l'écosystème automobile au sens large



Développement du Mobilityas-a-Service

Développement d'une multitude d'offres captant progressivement les nouveaux besoins clients du produit vers le service, et de l'individuel vers le partagé



Commoditisation de la mobilité

Proposition, par les acteurs du tourisme, d'offres de mobilité adjacentes à leurs activités cœurs pour capter davantage de valeur de leur clientèle



Encadrement réglementaire des externalités

Affirmation du rôle des collectivités dans l'encadrement de la filière et la régulation des externalités, de manière proactive, stable dans le temps, et homogène à tous niveaux



Renforcement des attentes environnementales



En termes environnementaux, une modification des habitudes de consommation impactera les ventes de véhicules

Essor des services partagés

- 32% des Français déjà prêts à renoncer à leur véhicule personnel au profit des mobilités partagées
- Essor probable de l'économie collaborative, notamment via l'extension du concept de covoiturage à d'autres véhicules et d'autres pratiques : vélo-partage, co-motorage, location de camping-car, parking entre pairs, etc.
- D'ici 2035, il est estimé que 18% des distances parcourues le seront dans des véhicules partagés

Elan pour les motorisations vertes

- Attractivité croissante des véhicules moins puissants, plus économiques ou propres, déjà envisagés par 1/3 des Français à date
- Usage croissant des transports en commun plus « verts » comme alternative à la voiture

Elan pour les constructeurs plus « RSE »

- Boycott des entreprises ayant de mauvaises pratiques environnementales ou sociales déjà envisagé par 90% de la population
- Croissance probable des consommateurs appliquant concrètement ces principes

Réduction des déplacements via l'adoption du télétravail

- Part des salariés français ayant eu recours au télétravail 35% du temps atteignant déjà 29% en 2018, avec 55% des sondés prêts à en bénéficier pour réduire leurs trajets
- 55% de travailleurs télé-travaillant
 35% du temps génèrerait ~20% d'heures télé-travaillées à l'échelle du territoire

Défis pour l'ensemble de la filière

- Ralentissement anticipé des volumes de ventes
 - Les nouvelles habitudes de consommation engendreront une diminution des trajets particuliers et stimuleront de manière concomitante les trajets partagés
 - Ce transfert de mobilité induira une baisse des ventes des véhicules particuliers au profit de l'achat de véhicules par les professionnels de la mobilité, i.e. à la baisse du nombre de chauffeurs adressables
 - L'usage intensif de ces voitures partagées (fort kilométrage) entraînera néanmoins un renouvellement plus fréquent des véhicules, contrebalançant la baisse des ventes aux particuliers
- Dégradation potentielle des marges par une perte de contrôle sur la fixation des prix
 - Sur le court terme, l'option d'augmentation des prix face à la baisse des volumes du segment particuliers paraît peu probable face une élasticité-prix élevée des consommateurs
 - Sur les moyen et long termes, les larges volumes de véhicules commandés par les professionnels de la mobilité partagée justifieront la négociation à la baisse des prix

Opportunités pour les constructeurs « first movers »

 Source de différenciation associée à la capacité de certains constructeurs à s'adapter rapidement aux nouvelles exigences des consommateurs (e.g. via la commercialisation de véhicules innovants, respectant de nouvelles pratiques d'approvisionnement, de production, etc.)



D'un point de vue réglementaire, les mesures de plus en plus restrictives s'étendront en amont et en aval du cycle de vie des véhicules

Fin de vie **Approvisionnement** Les durées de détention des véhicules seront Des chaines plus courtes seront encouragées allongées par le recours à la réparation, à la vente pour minimiser l'empreinte carbone de la d'occasion, ou dans le cadre du réemploi logistique (e.g. approvisionnement local via (vs. casse systématique) la relocalisation) Des actions seront poursuivies contre les filières • Le choix des fournisseurs sera de plus en plus illégales de traitement des véhicules hors d'usage contraint selon les impacts environnementaux et sociaux de leurs activités Des mesures incitatives à la valorisation des produits en fin de vie seront mises en place pour favoriser le recyclage des matériaux (e.g. économie circulaire) **Production** Utilisation • Des mesures de contrôle des Les contraintes sur les émissions de CO, par l'outil de émissions de CO, des production seront instaurées, avec un véhicules seront renforcées système associé de bonus / malus • Des conditions de circulation L'investissement dans les énergies privilégiées, et/ou des zones renouvelables sera privilégié pour à faible émission seront alimenter les sites de production mises en place Les actions de reconversion des sites · L'économie de la fonctionindustriels et des salariés vers des nalité sera privilégiée : l'usage activités plus vertes seront soutenues plutôt que la possession, la financièrement vente d'un service plutôt que celle d'un bien **Distribution** • Les véhicules vendus utiliseront des énergies plus

- vertes, subventionnées via un système de bonus / malus et des exonérations fiscales
- La commande publique sera orientée à 100% sur les transports d'avenir
- Le déploiement des bornes électriques sera accéléré sur tout le territoire

Focalisation actuelle de la réglementation Déploiement futur de mesures sur l'intégralité du cycle de vie d'un véhicule



Privés de réponse idéale au durcissement des contraintes environnementales, les constructeurs font aujourd'hui face à des paris industriels, tous très risqués

Évaluation multicritère des différents groupes motopropulseurs commercialisés / en développement (2020)

Propulseur	Maturité de la technologie	Réponse moyenne aux contraintes de CO ₂ à l'usage	Réponse moyenne aux contraintes de CO ₂ en cycle de vie	Dépendance au mix énergétique du pays d'usage	Dépendance aux infrastructures du pays d'usage
Hydrocarbure	++			++	++
Hybride	+	-	+	-	+
Electricité	-	++	++		
Hydrogène		++	-		
Gaz naturel	+	-	-	-	-
Biocarburant	-	+	+	-	-

Compétitivité de la technologie : + forte : - faible

Les technologies les moins matures requerront des temps de développement et montants d'investissement plus conséquents, sans garantie de retour sur investissement pour les constructeurs engagés.

Les technologies les moins respectueuses des nouvelles normes environnementales seront sujettes à d'importantes sanctions, à la fois sur le court terme (taxes, pénalités à l'achat, amendes auprès des constructeurs), et sur le long terme (interdiction de circuler dans certaines villes, d'être vendues sur certains territoires).

énergie aux spécificités locales : un réseau de ravitaillement local plus ou moins dense, une production énergétique locale aux émissions plus ou moins respectueuses de la réglementation, etc.

Pour les constructeurs adressant plusieurs marchés,

les choix de développements seront complexifiés

par l'adaptabilité plus ou moins forte de chaque

Source : Recherches et analyses GSG





Pour soutenir une innovation responsable, l'écosystème automobile européen devra s'aligner sur le développement de quelques technologies choisies

Principaux enjeux associés au renforcement des attentes environnementales



Alignement géographique

Harmoniser les systèmes de distribution développés par les énergéticiens de chaque pays européen à travers une réglementation adaptée pour :

- Garantir la disponibilité de systèmes compatibles entre les pays via un réseau de distribution dense et homogène
- Garantir des émissions faibles et respectueuses de la réglementation dans toute l'Europe grâce à un alignement sur des méthodes de production énergétique de pointe



Alignement amont / aval

Prioriser le développement par les constructeurs de groupes motopropulseurs adaptés aux énergies favorisées à travers l'Europe pour :

- Garantir la libre circulation des usagers et l'interopérabilité entre véhicules et infrastructures sur tout le territoire européen
- Focaliser les investissements des constructeurs sur un nombre réduit de technologies, et limiter les risques d'investissement



Alignement des constructeurs, équipementiers et fournisseurs

Mutualiser le développement des groupes motopropulseurs priorisés entre différents acteurs, favorisant la polarisation des investissements et le partage technologique pour :

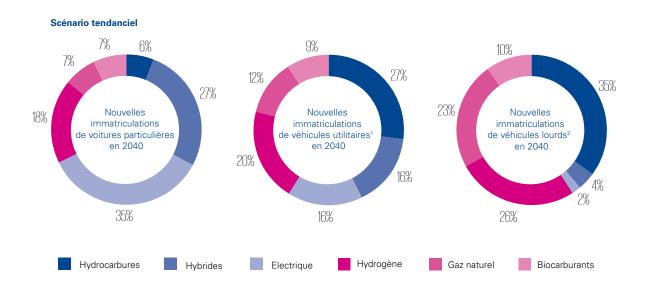
- Accélérer la pénétration de technologies peu matures et la baisse des émissions à l'usage
- Accroître le retour sur investissement des paris technologiques et limiter le risque de sanctions économiques à court et long termes



Morcellement du paysage énergétique



Quels que soient les efforts d'alignement de l'écosystème, le mix énergétique européen à 2040 sera éclaté pour couvrir les divers cas d'usage de la mobilité.



L'électrification des véhicules particuliers sera la norme :

- L'électrique et l'hybride, rentables et écologiques pour des batteries à faible taille, seront très adaptés à l'usage courte distance de véhicules particuliers légers
- L'hydrogène sera accessible au grand public grâce à une production décarbonée industrialisée et au développement d'infrastructures de distribution ad-hoc

Le mix des véhicules utilitaires et poids lourds sera plus varié face aux contraintes de temps de charge et de charge utile :

- Le VU léger électrique se développera en ville où les infrastructures de recharge seront plus maillées, les restrictions de circulation les plus importantes, et les distances parcourues généralement plus faibles
- Les bio GNV et biocarburant seront une réponse à la charge utile élevée, tout en profitant de l'essor d'un réseau de distribution GNV dédié aux camions
- De nombreux véhicules lourds continueront d'être alimentés par un diesel plus rentable, notamment à cause du surcoût à l'achat des véhicules alternatifs

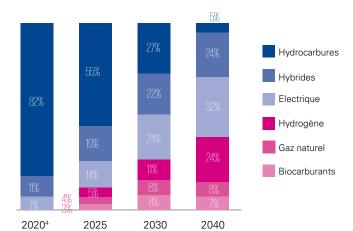
Notes : 1. Poids inférieur à 5,1T ; 2. Poids supérieur à 5,1T, incluant camions de transport, bus, car, et tracteurs Sources : CCFA, Recherches et analyses GSG



Une démarche publique plus volontariste pourrait accélérer la pénétration d'un nombre réduit d'énergies alternatives au détriment des hydrocarbures

Évolution du mix énergétique des nouvelles immatriculations (2020 – 2040, % total ; pts de croissance par an)

Scénario volontariste



Propulseurs	2020	2025	2030
	2025	2030	2040
Biocarburants ¹	+0,6	+1,0	-0,1
	pts/an	pts/an	pts/an
Gaz naturel	+0,8 pts/an	+0,8 pts/an	-
Hydrogène	+1,0	+1,2	+1,3
	pts/an	pts/an	pts/an
Électriques	+1,4	+2,0	+0,8
	pts/an	pts/an	pts/an
Hybrides ²	+1,6	+0,6	+0,2
	pts/an	pts/an	pts/an
Hydrocarbures ³	-5,4	-5,6	-2,2
	pts/an	pts/an	pts/an

Une action publique volontariste permettrait d'infléchir le scénario tendanciel, en boostant les technologies hybrides, électriques, et hydrogène, aux dépens des hydrocarbures :

- Accélération / renforcement des mesures réglementaires sur l'offre et la demande des véhicules, avec notamment pour objectif de décarboner plus rapidement les segments des transports particuliers et industriels légers,
- Démultiplication des investissements dans les réseaux de distribution d'électricité / d'hydrogène, ainsi
 que dans les futurs développements prometteurs afin de pallier les limites inhérentes à chaque technologie
 (e.g. rendement, facilité de recharge, etc.).

Un effet de polarisation et de focalisation des investissements sur un faible nombre de solutions pourrait être encouragé pour maximiser / prolonger la rentabilité des solutions privilégiées (vs. dispersion des développements et cannibalisation commerciale notamment).



Le succès des solutions électriques dépendra principalement de la gestion efficace des batteries et des points de distribution de l'énergie

Principaux enjeux associés aux technologies électriques



Compétitivité de l'offre

Rendre le véhicule électrique plus attractif pour les usagers à travers un travail additionnel sur le coût des batteries, le prix d'achat des véhicules et les mécanismes d'incitation à l'achat (e.g. bonus/malus) et à l'usage (e.g. voies de circulation et zones dédiées).



Technologie embarquée

Mieux répondre aux besoins des consommateurs via une offre de véhicules élargie, à autonomie accrue et au temps de recharge diminué, portée par une accélération du développement des technologies de batteries.



Approvisionnement

Sécuriser l'approvisionnement des composants clés des batteries.

Relocaliser la réalisation des étapes de production clés des batteries en France / Europe.



Distribution de l'énergie

Redimensionner le réseau électrique face aux besoins de consommation additionnels.

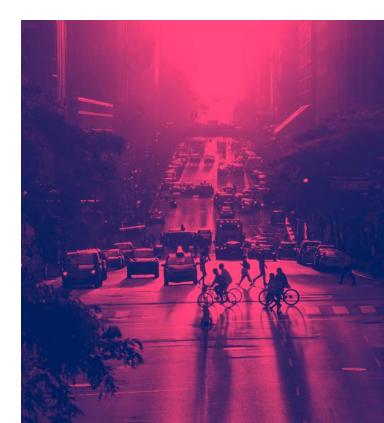
Installer massivement des points de charge à faible et forte puissance, simples d'utilisation.

Mettre en place **de nouveaux mécanismes de vente** pour accélérer l'adhésion des clients.



Respect environnemental

Garantir le **recyclage de certains composants des batteries** pour limiter
l'impact environnemental de leur
production

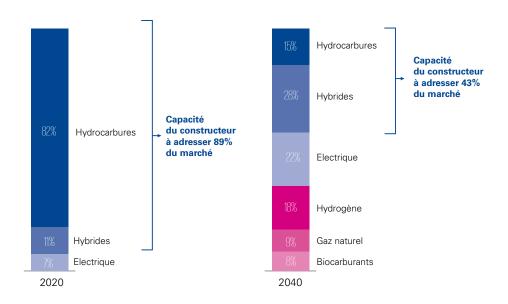


Source : Recherches et analyses GSG



Dans le modèle de R&D actuel, le morcellement du paysage énergétique limitera progressivement le marché adressable des constructeurs, impactant les marges

Évolution du marché adressable des constructeurs traditionnels



Quelle que soit l'évolution de la demande client, les constructeurs traditionnels pâtiront d'une contraction de leur marché adressable :

- La base client se fragmentera selon les différents cas d'usage et selon les groupes motopropulseurs les plus adaptés à chaque cas
- Les constructeurs traditionnels seront dans l'incapacité de développer seuls plusieurs groupes motopropulseurs en parallèle, au vu des montants d'investissement requis et du niveau de risque associé

La contraction du marché adressable des constructeurs entraînera une pression significative sur leurs marges :

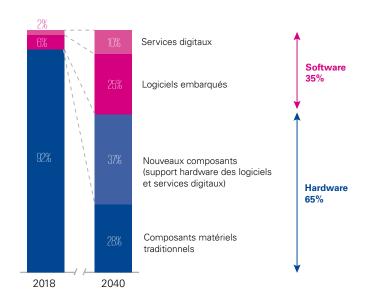
- En l'absence d'un leadership très marqué sur l'un ou l'autre des groupes motopropulseurs gagnants, les constructeurs verront leur volume de ventes diminuer
- Cette diminution limitera les effets d'échelle accessibles et entraînera, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation du coût unitaire des composants
- En parallèle, les constructeurs devront conserver des prix compétitifs pour garantir l'accessibilité des véhicules et se différencier sur les technologies clés

Migration de la valeur dans les technologies



Dans les années à venir, les composants logiciels et services digitaux concentreront une part croissante de la valeur des véhicules

Évolution du partage de la valeur d'un véhicule (2018-2040, %, ppts)



Les composants logiciels et les services digitaux associés vont occuper une part croissante de la valeur des véhicules dans les années à venir, réduisant celle de l'équipement matériel traditionnel (incl. mécanique, design, confort, etc.)

Les nouveaux composants supports des logiciels embarqués incluront :

- Des technologies d'aide à la conduite
- Un boîtier de télématique embarqué

- Des capteurs de plus en plus aboutis (à ultrason, radar, Lidar...)
- De l'Intelligence Artificielle (IA), notamment pour accélérer l'autonomisation progressive des véhicules

Les principaux services digitaux¹ incluront :

- Une connectivité courte (e.g. bluetooth, wifi) et longue portée (4G/5G)
- Un système « d'info-divertissement »
- Des technologies V2X2



Ces nouveaux systèmes intègreront de multiples briques technologiques nécessaires à la collecte, à la transmission et au traitement de l'information

Principales briques technologiques du véhicule autonome



Technologies de collecte d'informations

Radars

- Mesure de vitesse
- Indication sur la vitesse des véhicules aux alentours

Capteurs ultrasoniques

- Mesure de distance
 Indication sur la
- Indication sur la localisation d'objets proches (e.g. trottoir)

Lidar

- Balayage par laser
- Identification du marquage au sol, des bords de route...

GPS

- Géolocalisation satellitaire
- Localisation du véhicule dans son environnement

Caméras 3D

- Images de l'environnement
- Repérage et lecture des feux, des panneaux...

Caméras infrarouges

- Images thermiques
- Détection et catégorisation d'objets en conduite de nuit



Technologies de transmission des informations

Connectivité 5G

- Connexion très haut débit
- Transmission rapide et fiable des informations

Connectivité V2X

 Connexion à l'environnement extérieur (e.g. véhicules, infrastructures, réseaux...)

Cartographie HD

- Localisation en temps réel dans une carte 3D
- Complémentaire au GPS





Technologies de traitement des informations

Processeur équipé d'Intelligence Artificielle

- Réception, analyse et traitement des informations : reconnaissance de la scène de conduite, analyse des trajectoires possibles
- Prise de décision et manipulation des pédales pour l'exécution de la trajectoire



Peu matures, ces systèmes complexes feront face à de nombreux enjeux techniques et réglementaires pour gagner en adhésion

Principaux enjeux associés aux véhicules autonomes



Technologie embarquée

Assurer l'interopérabilité des technologies sous-jacentes.

Accélérer le testing à grande échelle

comme preuve de fiabilité auprès des usagers et instances réglementaires.

Garantir techniquement et réglementairement la bonne gestion d'un large volume de données.



Infrastructures externes

Assurer le déploiement rapide des infrastructures dédiées (e.g. 5G, routes et signalisations intelligentes, distribution de carburant et stationnement adaptés, etc.) sur l'ensemble du territoire.



Adhésion des consommateurs

Préparer progressivement la population

à accepter ce type de solutions, aujourd'hui synonymes de perte de contrôle et de fiabilité limitée.



Réglementation

Garantir une uniformité éthique dans les choix de programmation des véhicules.

Redéfinir le partage des rôles et responsabilités en phases de conduite.

Transformer le code de la route selon les nouveaux usages.



Gestion des externalités

Garantir l'interopérabilité avec les véhicules manuels.

Garantir la cybersécurité des véhicules autonomes faces aux attaques éventuelles.

Garantir le juste dimensionnement des centres de gestion de données pour minimiser les émissions associées.

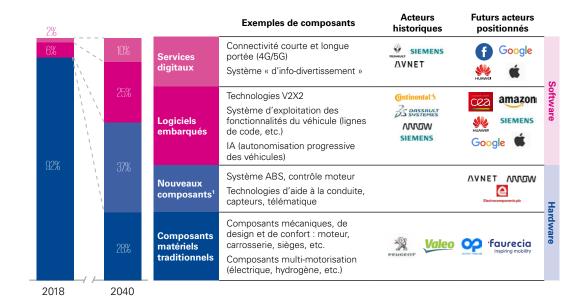


Source : Recherches et analyses GSG



Le basculement progressif de la valeur vers le software remettra notamment en cause le leadership des acteurs traditionnels en amont de la chaine de valeur

Evolution du partage de la valeur d'un véhicule (2018-2040, %)



Notes : 1. Support hardware des logiciels et services digitaux ; 2. Connectivité « Vehicle to Everything » : Véhicule à véhicule à véhicule à infrastructure (V2I), etc.

Source : Recherches et analyses GSG



Développement du Mobility-as-a-Service



La pénétration du MaaS sera portée par de nombreux facteurs, liés à l'évolution de la demande et à l'émergence de nouvelles offres de mobilité.

Impact de chaque facteur sur l'évolution 2020-2040 du Mobility-as-a-Service

	Facteur	Impact 2020- 2025	Impact 2025- 2040	Rationnel
	Besoin de one-stop-shop des utilisateurs finaux	•	•	Les utilisateurs recherchent simplicité, flexibilité et instantanéité dans leurs déplacements. Ce besoin devrait être comblé à moyen-terme par le développement du MaaS puis se stabiliser sur le long-terme.
nde	Besoin de contrôle des déplacements professionnels	1	•	Les entreprises peuvent réaliser des économies d'échelle et un monitoring des dépenses et de l'impact environnemental avec une offre globale de transport pour leurs employés. Ce besoin pourrait être atténué sur le court ou moyen terme, notamment avec la progression du télétravail.
Demande	Besoin de compétitivitédes collectivités	1	•	Les services publics cherchent à garantir un accès facile à la ville, à ses pôles d'activités économiques et culturels et à fluidifier le trafic urbain fortement congestionné. Ce besoin se maintiendra à long-terme, soutenu par l'augmentation de la population totale (70,3m en 2030 vs. 72,4m en 2040¹), et la difficulté à modifier les infrastructures à court terme.
	Course à l'échelle des opérateurs de flotte	1	→	La marché des mobilités est très concurrentiel et compte de nombreux acteurs peu rentables, avec des flottes peu exploitées et coûteuses, nécessitant une rationalisation via le MaaS. Une fois le nombre d'opérateurs maîtrisé et la valeur redistribuée, la recherche de rentabilité devrait ralentir.
	Démultiplication des modes de transport	•	•	De nouvelles technologies et des services de mobilité complémentaires continueront de se développer à moyen et long-terme (e.g. véhicule électrique, véhicule autonome, etc.) et s'intègreront progressivement dans l'écosystème pour alimenter l'offre multi-services du MaaS.
Offre	Développement des infrastructures	→	•	Le développement des infrastructures nécessaires aux nouvelles mobilités et aux nouveaux usages est au cœur des projets du gouvernement. Il devrait donc suivre et accompagner celui des nouveaux services à long-terme.
	Développement commercial	1	→	Malgré l'ensemble des services disponibles à date, il n'existe pas encore d'offre tout- compris adaptée aux besoins. Ce développement commercial devrait surtout booster la filière à court terme.

Légende: croissant; stable

Note: 1. Projection INSEE

Sources : Insee, Avere, Recherches et analyses GSG



Le passage à l'échelle du MaaS reste conditionné à la mise en place d'un modèle économique pérenne et d'une solide coopération entre les acteurs

Principaux enjeux associés au MaaS



Modèle économique

Assurer l'interopérabilité des technologies.

Développer des offres multi-services incluant **réservation et achat de tickets de transports variés** pour couvrir tout le parcours client.

Proposer des services de MaaS nationaux (plus grande clientèle) ou locaux (intégration dans l'écosystème de mobilité local).

Proposer des forfaits modulables pour répondre aux enjeux de chaque partie prenante.



Opérationnalisation

Accélérer la mise en œuvre de services de MaaS B2B et B2C compétitifs via la mutualisation des compétences existantes d'acteurs complémentaires de l'écosystème (i.e. constructeurs, loueurs de véhicules, assureurs, fournisseurs d'infrastructures, etc.).

Faciliter le partage de données entre acteurs (i.e. open data) pour une accessibilité à l'information en temps réel, et une meilleure agilité dans la prise de décision.



Infrastructures externes

Garantir la continuité physique des services de mobilité, à travers la mise en place d'infrastructures multimodales sur tout le territoire, et le réaménagement de l'espace public.

Garantir la continuité dans le temps de services de mobilité de qualité, via le recours à la maintenance continue, et le renforcement des infrastructures IT nécessaires à la gestion fluide d'un large volume de données.



Réglementation

Réguler la concurrence par zone géographique avec un nombre d'opérateurs de flotte limité (i.e. par ville / région, via des quotas, appels d'offre, etc.).

Créer un environnement propice au MaaS (incitations, régulations contraignantes, etc.).

Encadrer les externalités (e.g. réduction des fractures sociale et territoriale, protection des données personnelles des usagers, encadrement du free floating, etc.).



Plusieurs types d'acteurs à divers niveaux de présence géographique présentent certains des atouts spécifiques pour porter des projets MaaS

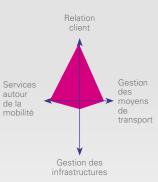
Principaux atouts des acteurs de la mobilité dans le développement de MaaS

Acteurs internationaux

Grands groupes de services de mobilité et constructeurs automobiles



Capacités dans le développement de Maas



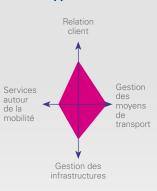
- Maîtrise des plateformes de services (applications, franchises, etc.) et des enjeux digitaux sous-jacents (UX, pricing, etc.).
- Large base de clients B2C et/ ou B2B.
- Maîtrise relative de la gestion des moyens de transport.

Acteurs nationaux

Opérateurs de transports en commun et constructeurs automobiles



Capacités dans le développement de Maas



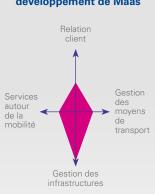
- Relation client déjà établie et entretenue.
- Maîtrise totale de chaque groupe des moyens de transport « cœur ».
- A minima première expérience de la gestion d'infrastructure.

Acteurs locaux

Collectivités locales, exploitants de transports en commun, et fournisseurs d'infrastructures



Capacités dans le développement de Maas



- Relation client établie ou en cours de consolidation (pivot déjà engagé par les acteurs publics).
- Maîtrise des infrastructures et des réseaux de transport.
- Capacité à promouvoir les MaaS via la réglementation (incentives, contraintes, etc.).

Source: Recherches et analyses GSG



Le MaaS ne prémunira pas de la nécessaire limitation du nombre d'opérateurs de flotte par zone géographique, leur garantissant taille critique et rentabilité

Portfolio de plateformes de mobilité EV lancées indépendamment pour une grande ville (2018)

	Taille critique ² (# véhicules)	Taux d'utilisation moyen	Marge d'EBIT
Plateforme PHV ¹	6,5k	50%	10%
Micro transit	50	30%	-5%
Location moyenne durée	800	50%	-5%
Auto-partage en boucle fermée	700	25%	-10%
Auto-partage en boucle ouverte	1k	15%	-25%
Partage de vélos	3k	5%	-30%
Partage de scooters	n.a.	5%	<0%
Livraison de vélos à la demande	n.a.	50%	n.a.

Le marché des nouvelles mobilités présente actuellement une **forte intensité concurrentielle,** marquée par la présence de nombreux acteurs de taille réduite sur chaque mode de transport.

Cette structure de marché fragmentée engendre une redondance de l'offre proposée et **ne permet aux acteurs d'atteindre ni la taille critique, ni la qualité de service requise,** ni la rentabilité globale de leur activité. Limiter réglementairement le nombre d'opérateurs de flotte distribués par le MaaS dans chaque zone géographique permettrait de consolider le marché :

 E.g.: la ville de Lyon, limite (au travers de son Mobility Control Hub) à 2 le nombre d'acteurs par mode de transport.

Les opérateurs de flotte bénéficieraient ainsi d'un taux d'utilisation accru de leur flotte, d'économies d'échelles substantielles sur les activités support (e.g. maintenance et réparation du parc de véhicules), et de manière générale d'un accroissement de leur niveau de marge.

Notes : 1. Véhicule de transport avec chauffeur (VTC) ; 2. Nombre de véhicule nécessaires pour être rentable dans une grande ville européenne

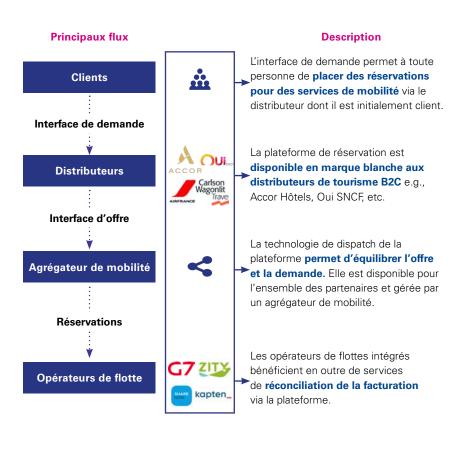
Source : Recherches et analyses GSG

Commoditisation de la mobilité



Dans les années à venir, la commoditisation de la mobilité se traduira par la vente massive de services de mobilité variés par des distributeurs touristiques

Exemple de services de mobilité commoditisés



Le Mobility-as-a-Commodity consiste pour un distributeur à proposer des services de mobilité B2C complémentaires à son offre de services « cœur de métier » (e.g. hôtellerie, voyage longue distance, etc..), pour maximiser le revenu moyen généré via les clients existants, et en attirer de nouveaux

Bénéfices pour les utilisateurs :

- Expérience client simplifiée et plus qualitative via la réduction du nombre d'interlocuteurs directs
- Gain de flexibilité grâce à un large choix de solutions et opérateurs de mobilité disponibles

Bénéfices pour les opérateurs de flotte :

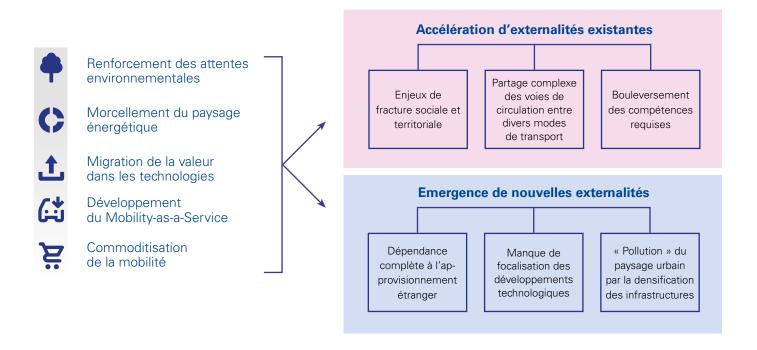
- Facilitation de l'acquisition des clients
- Meilleure exploitation des infrastructures (e.g. flotte de véhicules)
- Davantage de visibilité sur les trajets à réaliser (i.e. forte réplicabilité)



Encadrement réglementaire des externalités



Le développement de nouvelles tendances de mobilités renforcera les externalités existantes, tout en en créant de nouvelles

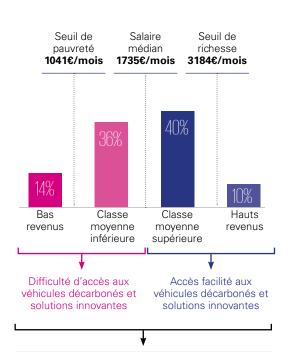






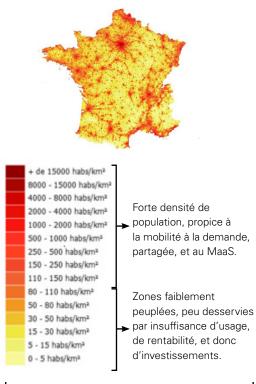
La pénétration de solutions de mobilité innovantes pourrait conduire à de nouvelles fractures sociales et territoriales

Répartition de la population par niveau de revenus (2017, France, €, % de la population totale) Répartition de la population par niveau de revenus (2017, France, €, % de la population totale)



Le véhicule de demain, décarboné, autonome et partagé, **nécessitera probablement des revenus significatifs**, en particulier lors des premières années de pénétration marché, et ce malgré les incitations réglementaires qui pourront être appliquées.

Une grande partie de la population **pourrait ainsi** en être privée.



L'impératif de rentabilité **limitera le développement d'une offre dense et compétitive** en zones rurales et péri-urbaines,
forçant les usagers à conserver leur véhicule
personnel

La couverture 5G requise pour l'introduction du véhicule autonome **privera les territoires peu connectés** (Occitanie, PACA, Corse vs. Ile-de-France, Pays de la Loire, Hauts-de-France)

En l'absence d'intervention réglementaire, les inégalités d'accès à la mobilité risquent de s'accentuer, avec des conséquences lourdes pour les usagers (accès à l'emploi, l'école, etc.) et les collectivités (congestion, faible usage des infrastructures, etc.)



L'évolution du mix énergétique et l'émergence de nouvelles briques technologiques entraîneront une transformation des compétences requises

Conséquences des futures tendances sur les compétences requises par grand corps de métier

Carrosserie	Motorisation et transmission	Software		
Allègement de la masse du véhicule	Baisse des voitures diesel / essence	N/A		
Montage structures métalliquesFonderie d'acierUsinage de précision	Ingénierie moteur thermique Montage mécanique			
Industrie 4.0 (i.e. digitalisation et aut	comatisation des processus) : Contrôle Soudage, etc.	qualité, Réglage, Manutention, Tôleri		
Allègement de la masse	Besoin en batteries électriques	Collecte d'informations		
du véhicule Montages et assemblages hybrides (multi matériaux) Fonderie de métaux spéciaux légers Simulation et modélisation Économie des matières premières Dessin industriel (impression 3D) Ingénierie pièces composites	Électrochimie (cellules de batteries) Electronique de puissance Fonderie de métaux rare Electrification du véhicule Électronique embarquée Ingénierie système Usinage d'engrenages Pénétration du véhicule hydrogène Électrochimie (électrolyse) Mécanique haute pression (réservoir H2) Dépollution Chimie de l'environnement	 Électronique embarquée (GPS, ADAS, radars, capteurs, caméra etc.) Transmission d'informations Ingénierie télécom et réseaux (5G, V2X) Traitement des informations Traitement de l'image et du sign Big data Intelligence artificielle Cyber sécurité 		

Industrie 4.0 (i.e. digitalisation et automatisation des processus) : Métrologie, Conduction de ligne, Technique de maintenance, etc.





Les évolutions technologiques favoriseront aussi une dépendance forte aux fournisseurs étrangers, comme illustré par les batteries électriques

Principaux pays producteurs de matières premières clés pour les batteries électriques (2019, % du total)

	Lithium	Nickel	Cobalt	Cuivre
Répartition des réserves mondiales	Chili (51%) Australie (16%) Argentine (10%)	Indonésie (24%) Australie (22%) Brésil (12%)	Congo (51%) Australie (17%) Cuba (7%)	Chili (23%) Australie (10%) Pérou (10%)
Répartition de la production mondiale	22% 22% 10% Australie Chill Chine	16% 10% 10% 10% 10% 10% 10% 10% 10% 10% 10	71% 4% 4% Cordo Russie Ratrinio	28% 12% 8% Chility stort Chine
Criticité de l'appro.¹	•			•

La batterie représente entre 30 et 40% de la valeur d'un véhicule électrique et nécessite divers métaux pour sa fabrication, dont la sécurisation de l'accès pose un double enjeu:

 (i) Eviter une situation de dépendance vis-à-vis de certains pays producteurs / investisseurs

La Chine contrôle un tiers de l'offre de lithium et 80% du cobalt via ses investissements dans les mines australiennes, chiliennes et congolaises.

La Chine a mis en place une politique de distribution de ces ressources favorisant son marché intérieur au détriment des pays importateurs à qui elle les vend plus cher.

 (ii) Se protéger contre des fluctuations de prix potentielles issues de la confrontation offredemande

Afin d'adresser ces enjeux, les acteurs occidentaux ont plusieurs approches :

- Les grands constructeurs ont engagé des négociations directes avec des groupes miniers (e.g. Tesla, BMW, Volkswagen)
- L'Europe explore son potentiel minier avec la découverte de ressources de lithium au Portugal ou de Tungstène en France
- Des initiatives se multiplient autour de la seconde vie des batteries (recyclage et/ou réutilisation)



Les pouvoirs publics devront arbitrer entre plusieurs options réglementaires plus ou moins interventionnistes pour minimiser les externalités existantes

Analyse des réponses publiques envisageables face aux externalités existantes

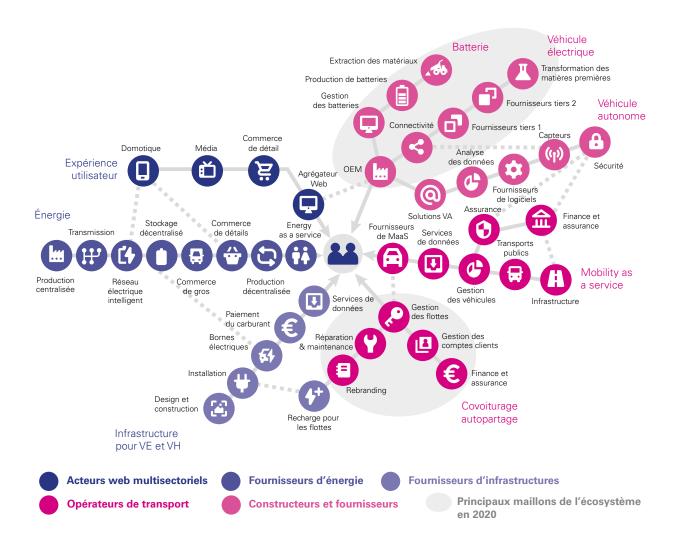
Externalité	Exemple de r	nesures (interven croissant)	Avantages/inconvénients d'un interventionnisme fort		
	Interventionnisme faible	Interventionnisme modéré	Intervention- nisme fort		
Enjeux de fractures socialeet territoriale	Subventionner spécifiquement les bas revenus pour accéder aux nouvelles mobilités (e.g. coupons, prélèvements sociaux réduits, etc.)	Investir et offrir des conditions d'implantation préférentielles aux nouvelles mobilités dans les zones à moindre densité de population	Revoir en profondeur les politiques d'aménagement du territoire et leurs conséquences en termes de transports et mobilités	 Réponse holistique des inégalités socioterritoriales Croissance significative du nombre d'usagers adressables et économies d'échelles associées pour les acteurs des mobilités Emergence / Renforcement de champions nationaux des mobilités Résultats tardifs - Difficulté à s'extraire de la politique d'aménagement actuelle Investissements massifs requis de la part des collectivités Renforcement de la dépendance du modèle aux collectivités 	
Partage complexe des voies de circulation	Promouvoir des voies de circulation dédiées aux véhicules décarbonnés pour inciter à leur usage	Promouvoir des voies de circulation dédiées aux véhicules autonomes pour sécuriser les usagers	Interdire progressivement la circulation des véhicules fossiles / manuels dans certaines zones	Incitation forte à la pénétration marché de nouvelles solutions de mobilité via un usage privilégié Impact significatif sur la baisse des émissions Source de grands travaux d'infrastructures et de création de valeur / d'emplois pour les acteurs privés Renforcement de la congestion pour les modes de transport traditionnels Source de discrimination sociale (et éventuellement de mouvements sociaux) pour les usagers incapables d'accéder aux privilèges d'usage	
Boulever- sement des compétences requises	Financer la formation continue / la requalification des profils existants	Faciliter la mise en place d'un écosystème d'entreprises en apprentissage ouvert	Elaborer et financer de nouveaux parcours éducatifs en adéquation avec les besoins de formation futurs	 Adaptation complète de le formation aux enjeux futurs de l'industrie Minimisation des impacts sur l'emploi Opportunité d'attirer des talents venus de l'étranger vers de nouvelles filières de pointe Difficulté à attirer les talents / formateurs (en nombre très limité) vers des filières de formation très prospectives 	

[♣] Avantages de l'interventionnisme ; • Inconvénients de l'interventionnisme

Nouveaux modèles d'activité gagnants

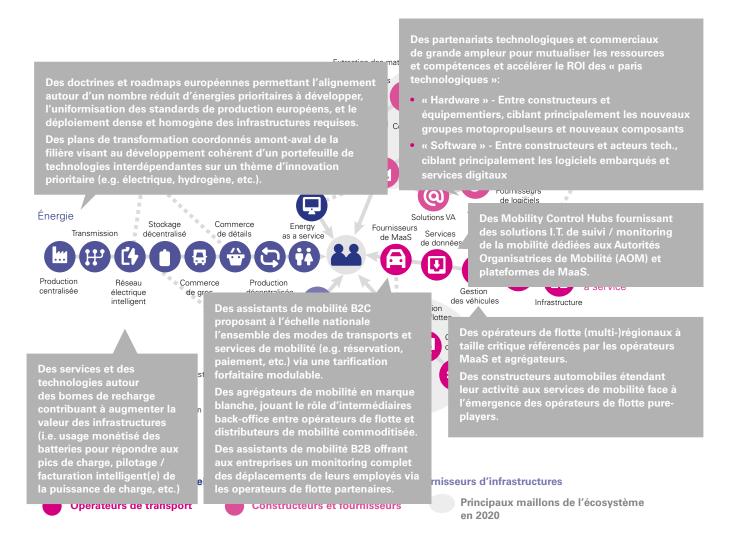
Ces nouvelles tendances conduisent à l'émergence de nouvelles chaines de valeur, très au-delà des secteurs d'activité actuels

Écosystème des mobilités à horizon 2040



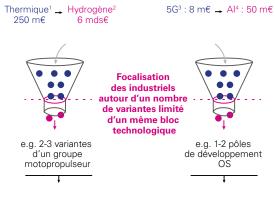
Cela se traduira par l'émergence de nouveaux modèles d'activité gagnants, adressant directement les enjeux de développement identifiés

Exemples de nouveaux modèles d'activité gagnants de l'écosystème des mobilités



À titre d'exemple, les blocs technologiques nécessaires, très coûteux et peu matures, seront à mutualiser dans des nouveaux partenariats

Grands partenariats « Hardware » et « Software » sur des blocs technologiques prioritaires



Développement mutualisé et accéléré des variantes prioritaires

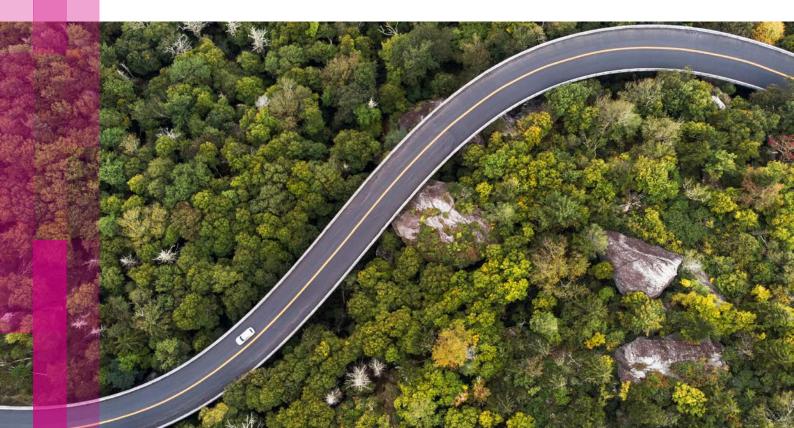
Modèles d'activité gagnants

Réalisation de partenariats technologiques et commerciaux de grande ampleur pour mutualiser les ressources et compétences et accélérer le ROI des « paris technologiques » :

- « Hardware » Entre constructeurs et équipementiers, ciblant principalement les nouveaux groupes motopropulseurs.
- « Software » Entre constructeurs et acteurs tech., ciblant principalement les logiciels embarqués et services digitaux.

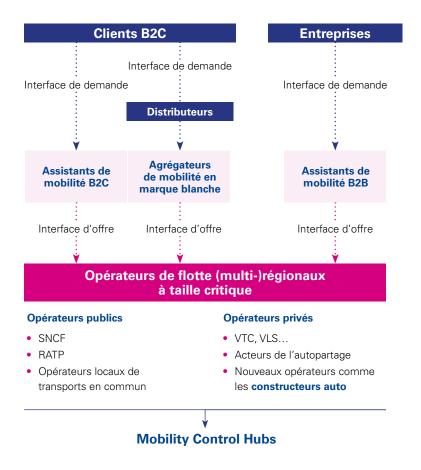
Notes : 1. Moteur BlueHDI développé par PSA, en collaboration avec Ford en 2016 ; 2. Investissement réalisé par Hyundai pour le développement du SUV NEXO ; 3. Investissement réalisé par un consortium dirigé par Ericsson pour développer la 5G au service du véhicule connecté en 2017 ; 4. Investissement de Toyota sur 5 ans en partenariat avec le MIT et l'université de Stanford

Source: Recherches et analyses GSG



Les besoins de mobilité feront émerger plusieurs modèles gagnants le long de la chaine de valeur, dominée par des plateformes multiservicielles

Modèles d'activité gagnants dans l'organisation de la mobilité à la demande



Modèles d'activité gagnants

- Des assistants de mobilité B2C proposant à l'échelle locale ou nationale l'ensemble des modes de transports et services de mobilité (e.g. réservation, paiement, etc.) via une tarification forfaitaire modulable.
- ② Des agrégateurs de mobilité en marque blanche, jouant le rôle d'intermédiaires back-office entre opérateurs de flotte et distributeurs de mobilité commoditisée.
- Oes assistants de mobilité B2B offrant aux entreprises un monitoring complet des déplacements de leurs employés via les opérateurs de flotte partenaires.
- Des opérateurs de flotte publics ou privés (multi-)régionaux à taille critique référencés par les opérateurs MaaS et agrégateurs.
- Des constructeurs automobiles étendant leur activité aux services de mobilité face à l'émergence des opérateurs de flotte pure-players.
- Des Mobility Control Hubs fournissant des solutions I.T. de suivi / monitoring de la mobilité dédiées aux Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM) et éventuellement aux plateformes de MaaS.

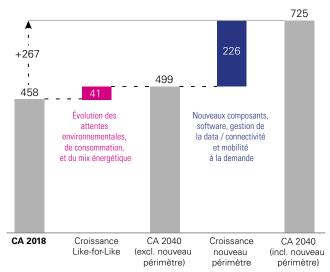


mpacts macroéconomiques associés

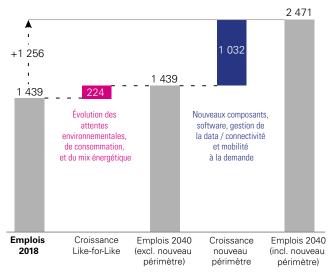


La transformation coordonnée de l'écosystème automobile devrait entraîner une croissance forte du chiffre d'affaires et des effectifs totaux

Évolution des revenus annuels de la filière élargie (2018 – 2040, en milliards d'euros)



Évolution des emplois totaux de la filière élargie (2018 – 2040, en milliers d'employés)



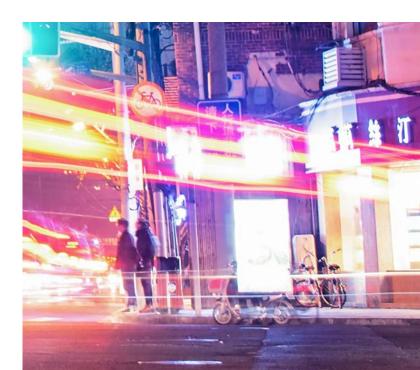
Sources : OCDE, Recherches et analyses GSG

La croissance de ces indicateurs serait portée par une migration progressive de la valeur et du capital humain vers de nouveaux maillons de l'écosystème

Évolution des revenus et des emplois de la filière automobile française élargie

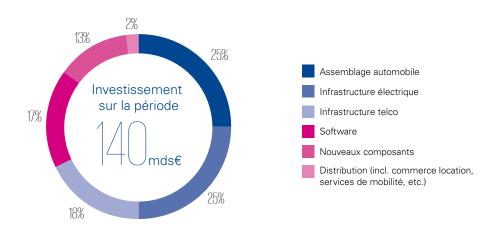
Segment de la filière	Fournisseurs de compo- sants	Equipe- mentiers et carrossiers	Construc- teurs	Commerce automobile ¹	Réparation et mainte- nance	Vente de carburants	Location	Services financiers²	Construc- tion et entretien des routes	Mobilité automobile
	x1,6	x2,7	x1,7	x1,5	x2,3	+12%	+33%	+23%	+25%	x1,5
Variation du chiffre d'affaires (2018- 2040, milliards €)	97 61 35% 65%	72 27 61% 39%	141 40% 81	173 31% 115	65 28 52% 48%	73 81	12 15	40 49	19 24	3 <u>7</u>
Variation de l'emploi (2018- 2040, milliers d'emplois)	146 87%	196 95%	294 93%	263 97% 3%	212 60% 40%	2	6	86	28	22

Notes : 1. Distribution et ventes d'occasion ; 2. Services financiers et autres ; 3. Nouveaux composants, software, gestion de la data / connectivité, et mobilité à la demande Source : Recherches et analyses GSG



Une telle transformation reste conditionnée à la réalisation progressive d'investissements massifs, portés à la fois par le public et le privé

Investissements cumulés requis par maillon de l'écosystème (2018 – 2040, en % du total)



L'ensemble des investissements requis **ne pourra être porté uniquement par la filière automobile,** mais requerra le soutien des pouvoirs publics.

Les investissements présentés concernent uniquement les CAPEX : infrastructure, équipements, technologie, etc.

Source : Recherches et analyses GSG

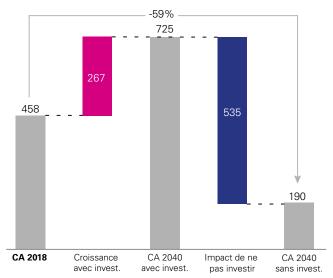
Au-delà de ces investissements, un certain nombre de dépenses opérationnelles nécessaires à la transformation de l'écosystème devront être réalisées: formation et reconversion du capital humain, recherche avancée en intelligence artificielle pour le véhicule autonome, etc.



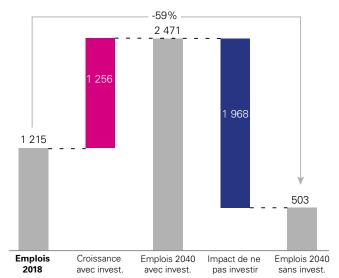
A contrario, l'inaction entraînerait notamment une baisse massive des revenus et des emplois de la filière sur la période

Évolution des revenus et emplois de la filière automobile française élargie (2018 – 2040, mds€ et k emplois)

Impact sur les revenus annuels (mds€)



Impact sur l'emploi total (k emplois)



Source: Recherches et analyses GSG

